

LES ETATS DE



LA FRANCE

**LES ETATS DE LA FRANCE**

6 décembre 2011, Assemblée nationale

## **SYNTHESE**

## TABLE RONDE ECONOMIQUE



A l'instar des économies voisines de la zone euro, la France aborde 2012 à la manière de Dante, qui se décrivait au commencement de *La Divine Comédie* comme "entouré d'une sombre forêt après avoir quitté le chemin le plus droit". N'ayant pas respecté ses engagements européens en matière de discipline budgétaire et n'ayant pas accompli les réformes structurelles menées en Allemagne, la France doit en 2012 retrouver la voie de l'équilibre de ses finances et dégager de nouvelles pistes en faveur de la croissance.

### *Réviser la croissance ?*

Tout d'abord, la question de la croissance économique concentre toutes les attentions des experts des Etats de la France. Chacun d'entre eux met au jour le décalage actuel qui voit les puissances émergentes doper la croissance mondiale quand les économies européennes luttent avec acharnement contre la récession. Michel Didier rappelle ainsi que la croissance hors-Europe était de 3,7% l'an, début 2011 et qu'elle devrait atteindre un niveau assez similaire pour le quatrième trimestre de cette même année. Il existe donc un problème européen à l'intérieur de l'économie globale, qui s'explique par deux types de difficultés, les premières tenant aux leviers de la croissance et les secondes relevant de la dette publique, qui n'est aujourd'hui plus soutenable. Dans ce contexte européen, où La France se situe-t-elle ?

Karine Berger estime que si le taux de croissance demeure faible, il serait cependant abusif de parler de décrochage, puisque la croissance française avoisine depuis dix ans le taux de 1,6% l'an. La consommation a clairement tendance à s'essouffler, l'investissement recule et le commerce extérieur reste le talon d'Achille de l'économie hexagonale, mais le scénario de croissance négative paraît néanmoins exclu, pour l'instant, par les économistes réunis aux Etats de la France. Pour Karine Berger, un risque existe en effet pour la croissance, avec une possible crise de liquidité, dont la menace devrait suggérer aux dirigeants européens des

réponses rapides. Sur la révision du taux de croissance, Christian de Boissieu rejoint la prévision annoncée par François Fillon, en indiquant que la croissance française pourrait se situer aux environs de 1%. Cependant, le président du Conseil d'analyse économique s'interroge sur les effets potentiellement négatifs d'une révision trop fréquente des objectifs de croissance fixés par le Gouvernement.

### *Des mesures de court terme*

La croissance n'est ainsi pas menacée, à condition d'agir rapidement au niveau européen, pour mener une convergence avec nos voisins, à commencer avec l'Allemagne. Cette dernière fait figure de modèle à suivre pour les économies du sud de l'Europe et certains économistes appellent le Gouvernement français à s'inspirer des réformes réalisées outre-Rhin au cours des dix dernières années. Michel Didier rappelle que la crise actuelle dépasse la seule conjoncture et s'inscrit partiellement dans le droit fil de choix hasardeux qui ont affaibli notre économie. A l'inverse de l'Allemagne, la France a en effet reporté l'assainissement des finances publiques et refusé la réforme du marché de l'emploi, tout en poursuivant la réduction du temps de travail en faisant cavalier seul. Avec un écart de 10% entre les balances commerciales française et allemande, le résultat est aujourd'hui clairement négatif pour notre économie. Dans les mesures de convergence budgétaire qu'il conviendrait de prendre dans les prochaines semaines afin d'apaiser les marchés, des efforts d'harmonisation considérables doivent être effectués, en direction de Berlin.

Mais la sortie de crise pour la zone euro ne peut se résoudre uniquement par le levier des finances publiques. Ainsi, pour Karine Berger, si la question monétaire n'est pas traitée lors des prochains sommets européens, on ne pourra éviter à court terme une crise déflationniste causée par une contraction nominale des économies. Malgré les désaccords de vues entre les différentes capitales sur le rôle de la Banque centrale européenne (BCE), la zone euro gagnerait à se préoccuper davantage de politique monétaire. Christian de Boissieu indique de son côté que le rôle des banquiers centraux consiste aussi à assurer une mission de prêteur en dernier ressort, et rappelle qu'aux Etats-Unis, la *Federal Reserve Bank* supporte 17% de la dette publique américaine sans pour autant que cette situation entraîne un risque inflationniste élevé. Cette réalité devrait inspirer les dirigeants allemands qui sont, chacun le sait, historiquement rétifs à l'intervention de la Banque Centrale sur le marché des dettes souveraines. Enfin, les distorsions de concurrence devraient être placées au cœur des échanges des prochains sommets. L'objectif de compétitivité de la zone euro ne doit pas être écarté au profit d'une vision trop pro-cyclique. Ainsi, les règles fixées par Bâle 3 et Solvency 2 peuvent pénaliser l'Europe, à travers l'application de paramètres que nos concurrents n'appliquent pas.

Agir rapidement pour préserver la croissance implique aussi de réagir à une probable dégradation de la notation de certaines dettes, à commencer par celle de la France. Pour Karine Berger, le risque de perte du triple A est d'autant plus réel pour l'hexagone que l'agence Standard & Poor's a adressé dernièrement un avertissement particulier sur la situation préoccupante du système bancaire français. Christian de Boissieu nuance cette prévision négative, en indiquant qu'à travers le lien très étroit entre notation et taux d'intérêts, si le *spread* français reste inférieur à 100 points de base, le triple A peut être conservé. S'il n'exclut pas naturellement une dégradation dans les prochaines semaines, Michel Didier ne se montre pas inquiet dans la mesure où, après leur dégradation cet été, les Etats-Unis n'ont pas vu baisser l'attrait de leur dette sur les marchés. Cependant, la question du triple A illustre à nouveau l'impérieuse nécessité de rapprocher les économies française et allemande. Une fusion des deux dettes, auxquelles seraient ajoutées les autres dettes les

mieux notées, serait bienvenue selon Michel Didier, ce qui présente le mérite de protéger les autres économies de la zone euro en difficulté. Le Président de Coe-rexecode rappelle ainsi que ce rapprochement a déjà eu lieu par le passé, lorsqu'en 1994, la Bundesbank avait ouvert à la Banque de France un crédit illimité, levant ainsi une sérieuse hypothèque sur la création de la monnaie unique en 1999.

Pier-Carlo Padoan estime que la France ainsi que ses partenaires au sein de la zone euro doivent actionner des leviers différents : à très court terme, il faut naturellement stopper la contagion de la crise des dettes entre les différentes économies, tout en renforçant le Fonds européen de stabilité financière et en appliquant clairement les engagements du sommet du 26 octobre dernier ; à plus long terme, il convient d'entamer une convergence fiscale et une harmonisation économique, ce qui implique des réformes structurelles et une stimulation de l'activité économique, afin de gagner de nouveaux points de croissance.

### *Paris-Berlin, un vieux couple à l'épreuve du long terme*

Ces objectifs de long terme suscitent des débats entre les experts des Etats de la France. D'un côté, Karine Berger juge particulièrement délicat, voire impossible, de réunir les modèles économiques français et allemand. Le premier reste, selon elle, axé autour de la demande tandis que le second s'appuie sur une exportation très performante, notamment en direction de l'outre-rhin. De l'autre côté, Michel Didier minimise les différences de paramètres des deux logiciels, qui ne lui paraissent pas fondamentales. Il justifie ce rapprochement comme étant la condition de la survie de la zone euro. En revanche, tous les analystes s'accordent à faire du dialogue franco-allemand la priorité de la politique économique, même si Christian de Boissieu insiste sur la nécessité de parler aussi aux autres membres de la zone euro, qui représentent 40% au minimum du PIB communautaire. L'ordre du jour de ce dialogue reste la croissance, qui a tendance à se tasser en Allemagne dans le contexte de la crise actuelle. Karine Berger, au regard de cette évolution et devant la faiblesse de l'investissement des entreprises allemandes, pose la question de la priorité du couple franco-allemand : la production au service de la croissance pourrait-elle ne plus figurer en tête des objectifs de l'Allemagne sur le plan économique ? La réponse ne paraît plus aussi évidente qu'il y a encore quelques années. Il faut donc selon elle se fixer un objectif de croissance du PIB commun à long terme et clarifier plus généralement la feuille de route économique entre Paris et Berlin.

Au-delà du sujet de la croissance, le thème des comptes publics demeure aux yeux de Michel Didier le principal défi pour la France à l'égard de l'Allemagne, qui, comme les marchés, exprime des doutes quant à l'effectivité du retour à l'équilibre promis par Paris. Le Gouvernement doit, pour sortir de la crise et consolider le moteur économique européen, mener une politique durable de baisse de la dépense publique, de l'ordre de 60 ou 80 milliards d'euros. A cet impératif budgétaire s'ajoute naturellement la compétitivité. Dans ce domaine, la modernisation du marché du travail reste en France un chantier inachevé quand en Allemagne, le taux de chômage est contenu aux alentours de 5%. La baisse des charges, la libéralisation de la négociation au sein de l'entreprise sur la durée du travail et le salaire semblent incontournables si nous voulons rattraper le retard pris face à l'économie outre-rhin. Christian de Boissieu ajoute que les décideurs pourraient s'interroger utilement sur certaines politiques publiques dont le rendement peut paraître trop limité. C'est le cas de la formation professionnelle, pour laquelle la collectivité dépense chaque année 30 milliards d'euros pour des résultats qui demeurent insuffisants.

## *L'innovation au service de la croissance*

Ce retard est tout aussi préoccupant sur le plan de l'innovation. Pour Michel Didier, l'investissement en R&D par entreprise est bien plus élevé en Allemagne qu'en France, en raison des marges plus importantes qui sont dégagées par nos voisins. Christian de Boissieu fait de l'innovation la première priorité pour le prochain quinquennat, sur le plan national et surtout communautaire.

Revenant sur l'échec de la stratégie de Lisbonne, le président du CAE plaide pour une plus grande implication du levier européen, qui est rendue à la fois nécessaire et souhaitable : d'une part, les marges de manœuvre budgétaires des États membres sont extrêmement réduites et d'autre part, l'investissement supranational serait exclu du cadre fixé par le traité de Maastricht. La banque européenne d'investissement (BEI) pourrait par exemple emprunter davantage afin de pouvoir financer l'innovation et compléter les aides publiques nationales (Oséo, investissement d'avenir...), en faisant passer son budget de 65 à 100 milliards d'euros. De plus, la mobilisation de l'épargne des Français vers le développement des PME semble encore faible. Ne serait-il pas judicieux, sans bouleverser le paysage déjà fourni des produits financiers, de mieux orienter l'épargne des Français, pour laquelle ces derniers consacrent 17% de leurs revenus après impôt ? Il y a là-encore une option à laquelle il conviendrait de recourir utilement. Prenant le parti des théories de Robert Solow, Karine Berger plaide quant à elle pour un assainissement du système bancaire français, qui lui semble toujours vulnérable, et pour une réforme fiscale de grande ampleur afin d'améliorer l'égalité devant l'impôt. A plus long terme, la confiance accordée dans la jeunesse constitue le principal horizon à poursuivre pour les prochains gouvernants, notamment à travers une politique d'immigration plus ouverte et sereine.

En conclusion et en dépit des désaccords qui s'expriment à travers les points de vue des différents experts, la croissance, l'innovation et la discipline budgétaire doivent tendre vers un seul objectif : la baisse du chômage. La France ne peut en effet continuer à voir la courbe du nombre de demandeurs d'emplois poursuivre sa remontée. Pour l'ensemble des économistes, au-delà du creusement des inégalités causé par la crise, c'est bel et bien l'affaïssement de la cohésion sociale et le sacrifice des nouvelles générations qui sont le plus à redouter pour le rang économique et politique de la France.



## TABLE RONDE POLITIQUE



Responsables politiques et observateurs de tous ordres sont confrontés à un défi de taille, celui de l'adaptation du corps social français à la crise actuelle. L'issue de la prochaine élection présidentielle dépend en grande partie de la capacité des différents candidats d'une part à faire accepter dans l'opinion les efforts de rigueur et d'autre part à dessiner un projet d'adhésion à l'avenir.

### *Triple V*

Ce défi implique selon Christophe Barbier d'incarner pour les deux principaux candidats, Nicolas Sarkozy et François Hollande, trois attentes : premièrement, le langage de vérité qu'exige désormais l'écrasante majorité des Français ; deuxièmement, une vitesse d'exécution dans les mesures en faveur de la reprise ; enfin, la défense d'une vision étalée sur les dix prochaines années, sur la place qu'occupera la France dans le monde de demain. L'obtention de cette notation politique qui tient dans un triple V (vérité, vitesse, vision) est aisément illustrée par l'actualité récente. Les difficultés des petits candidats à récolter les 500 signatures d'élus démontrent ainsi que ces derniers sont aujourd'hui en attente d'un discours moins démagogique et plus crédible, exprimant ainsi un sentiment largement répandu dans l'opinion. Par ailleurs, de nombreuses enquêtes mettent régulièrement en évidence l'impression qu'aux yeux de l'opinion, l'action politique ne fournit pas assez de résultats face à la crise et manque de lisibilité sur le long terme.

C'est d'ailleurs sur ce troisième enjeu lié à la vision que les candidats sont le plus en difficulté. A ce stade de la campagne, ces derniers semblent subir et courir après les événements alors qu'ils sont initialement censés les dominer.

Pour Pascal Perrineau, cette carence de fond dans le discours de la classe politique entraîne en partie une « *politisation négative* », qui correspond à un concept décrit par le sociologue Jean-Louis Missika. Attentifs à l'actualité politique, les Français n'en expriment pas moins un profond ressentiment à l'égard des responsables et des formations partisans, ce qui se traduit pas une abstention régulière à chaque élection depuis 2007, mue désormais par une réelle protestation et non plus seulement par l'indifférence. Ce rejet du jeu électoral traditionnel prend aussi la forme d'une propension croissante à descendre dans la rue pour faire entendre sa voix, que ressentent aujourd'hui 55% des Français. Ce phénomène menace très clairement les deux principaux candidats et pourrait en revanche favoriser les deux versants d'une même protestation issue du « *peuple* », à savoir le Front national de Marine Le Pen et le Front de gauche de Jean-Luc Mélenchon.

### *Une cohésion sociale en crise*

Ces derniers exprimeront dans le débat présidentiel une réalité profondément clivante, qui est la coupure entre d'une part les élites et d'autre part la société « *d'en bas* », qui a rarement été aussi forte. Selon Brice Teinturier, les classes moyennes inférieures ont l'impression de plier sous le poids du système qui, à leurs yeux, ne connaît pas la crise. Celle-ci, avec la hausse du chômage et la baisse du pouvoir d'achat, empêche Nicolas Sarkozy de faire oublier la déception qu'il a suscitée après son élection, sans pour autant favoriser François Hollande. Le candidat socialiste ne paraît pas en mesure de reprendre à son compte les aspirations des couches populaires, historiquement tournées vers la gauche de gouvernement mais aujourd'hui tentées par le vote protestataire.

Le fonctionnement démocratique ne répond plus à l'attente de la majorité des Français. Les récents bouleversements économiques, la fin des promesses démagogiques aux coûts mirobolants et la peur de l'avenir, qui constitue un mal éminemment français, sont les causes de la dégradation du climat politique. La démocratie traverse dans le même temps une période de rabougrissement et ce, à différents points de vue. Christophe Barbier rappelle à la fois les résultats électoraux de plus en plus incertains et la gouvernance familiale, voire dynastique, qui caractérisent les sociétés occidentales. Aux Etats-Unis, avec l'imbroglio qui opposa George W. Bush et Al Gore, en Allemagne et en Grande Bretagne plus récemment, les victoires sont de moins en moins franches et massives. Par ailleurs, la prégnance des clans politiques américains (Bush, Clinton, Kirchner...) et sa contagion sur le continent européen (les frères Kaczyński en Pologne ainsi que le duel entre David et Ed Miliband) confirment aux yeux du directeur de *L'Express* un rétrécissement du cadre de l'espace démocratique.

### *Clivages d'idées*

A partir de cette situation marquée par la crise, quels sont les clivages des futures échéances du printemps 2012 ? Pour l'ensemble des experts qui s'expriment, le clivage droite-gauche traditionnel a vécu. A gauche, l'identité politique du Parti socialiste, entre opposants et partisans de l'économie de marché, n'a toujours pas été mise à jour et l'électorat ouvrier a été remplacé par un vote bourgeois-bohème issu des centre-villes. Ce dernier fournit même les rangs des nouveaux leaders socialistes et écologistes. A droite, Pascal Perrineau estime que la dichotomie entre tendances conservatrice et centriste semble persister, laissant apparaître une opposition nouvelle sur l'ouverture au monde globalisé et sur l'Europe.

C'est d'ailleurs ici que paraît se situer le principal clivage d'idées, qui transcende à la fois la gauche et la droite : d'une part, des sensibilités hostiles à la tournure que prend la construction européenne, plaidant pour de nouvelles formes de protectionnisme et allant

jusqu'à rejeter l'immigration, à l'instar du Front national ; d'autre part, un agrégat de personnalités plutôt converties à la mondialisation et favorables à l'Europe, s'étendant du centre-gauche à une partie majoritaire de l'UMP.

Brice Teinturier tempère cette analyse, en rappelant notamment que certains thèmes traditionnels continuent de « *typer* » les formations politiques. Ainsi, la question du travail continue d'opposer droite et gauche sur des conceptions assez divergentes de la notion de partage du temps. Le thème des inégalités appartient toujours à la gauche tandis que la droite est beaucoup plus sensible au discours sur l'équilibre des finances publiques et plus précisément sur la baisse des dépenses.

### *Clivages de personnes*

Le manque de vision mentionné par Christophe Barbier et la faiblesse des marges de manœuvre budgétaires devraient néanmoins entraîner une certaine minoration du clivage d'idées, au profit d'une opposition sur le profil et la personnalité des candidats qui s'affrontent. Finalement, la question de la présidentielle ne résiderait-elle pas dans un choix entre plusieurs parcours et non plusieurs projets ? Si la droite ne paraît pas disposer d'équipes renouvelées ou rajeunies, Nicolas Sarkozy détient un atout solide en étant un président sortant, présent sur la scène internationale et actif depuis 2008 face à la crise. Malgré son impopularité, l'autorité que lui permet de revêtir sa fonction tranche nettement avec le « *président normal* » prôné ces derniers mois par François Hollande, et qui ne semble pas avoir convaincu l'opinion. Pascal Perrineau estime que la prochaine élection présidentielle pourra se jouer entre deux approches institutionnelles opposées. Depuis les débuts de la Vème République, les Français doivent choisir entre un chef de l'Etat en surplomb, dont l'incarnation la plus aboutie reste le Général de Gaulle, ou un « *homme ordinaire* » selon l'expression de Robert Musil, porté par l'élan démocratique du scrutin présidentiel. En 2007, la dernière élection avait d'ailleurs vu s'affronter pendant la campagne un Nicolas Sarkozy en phase avec l'esprit gaullien des institutions (un chef de l'Etat personnellement aux commandes et en pleine puissance) à une candidate défendant une gouvernance participative, à travers le slogan de « *la France présidente.* » Pour Christophe Barbier, les deux principaux candidats devraient, devant ce clivage, évoluer différemment s'ils veulent l'emporter. A Nicolas Sarkozy de maintenir l'image qu'il a progressivement acquise, loin de « *l'hyperprésidence* » et de l'irritation qu'elle a provoquée. A François Hollande d'être davantage en mouvement, pour démontrer qu'il peut être un gouvernant crédible sans pour autant courir après le statut de l'homme providentiel, ce qui par ailleurs semble désormais être écarté par l'opinion publique.

Troisième homme en 2007, François Bayrou n'a pas disparu du paysage présidentiel malgré son isolement entre les deux grandes formations du PS et de l'UMP. Ayant préempté le thème de la rigueur budgétaire il y a cinq ans, le candidat centriste tient un discours de vérité qui rencontre une partie des attentes des Français à l'heure de la crise des dettes souveraines. Le président du MoDem peut en outre tirer parti de l'effritement de François Hollande, qui n'a jamais paru aussi faible que depuis sa victoire aux primaires d'octobre. Il faudra donc probablement compter avec lui. Cependant, les deux principaux partis de la majorité et de l'opposition conservent une avance qu'il sera difficile de rattraper. En effet, l'UMP est parvenue à s'imposer comme une machine de 1er tour assez performante, et ce même dans un contexte négatif. Dans le même temps, le spectre du 21 avril 2002 reste présent dans les esprits du « *peuple de gauche* » et l'hégémonie du PS paraît difficilement contestable, notamment au regard de la faiblesse du score dont sont crédités Jean-Luc Mélenchon et les mouvements trotskistes.



## *Les jeux sont loin d'être faits...*

Entre les divergences de fond et le choix des personnes, peut-on se risquer dès maintenant à un pronostic ? La tendance n'est clairement plus aussi favorable à la candidature du député de Corrèze. Depuis son élection à la primaire, les intentions de vote qu'il recueille marquent le pas, laissant en revanche apparaître une remontée limitée mais certaine du Président de la République. Ce dernier regagne notamment le terrain perdu ces dernières années au sein de l'électorat de la droite classique. Cependant, le second tour reste encore particulièrement favorable à François Hollande, qui bénéficie d'un report meilleur que le chef de l'Etat. Ce dernier a déçu et suscite une déception, un désenchantement qui devraient amener les Français, selon les experts, à sanctionner l'équipe sortante. Enfin, Denis MacShane rappelle qu'un Président français doit rassembler et réunir la nation. Par les discours qu'il a tenu notamment sur l'immigration, Nicolas Sarkozy s'est trop souvent départi par le passé de ce statut de garant de l'unité nationale pour incarner aujourd'hui le « *Président de tous les Français* » face aux méfaits de la crise.

## *Transition et mutation*

Le prochain locataire de l'Elysée devra gouverner pendant les cinq prochaines années, en prenant conscience de la période de transition que nous vivons et des mutations auxquelles la France doit s'adapter. En retraçant l'histoire des pays occidentaux des trente dernières années, Denis MacShane décèle une période de transition vers la fin des années 1970, qui n'est pas sans rappeler le tournant que nous semblons vivre à travers les crises de 2008 et 2011. En effet, la fin de l'Etat-providence avec en France le tournant de la rigueur en 1983 et l'avènement du libéralisme anglo-saxon ont instillé l'idée que l'économie de marché devait triompher du totalitarisme et des systèmes fermés. Aujourd'hui, nous quittons cette période que la crise de 2008 a lourdement sanctionnée. Nous devons donc définir un nouveau modèle, qui mettra un coup d'arrêt au déclin qui paraît s'être emparé des opinions européenne et américaine. La prochaine élection présidentielle est l'occasion de choisir les paramètres de ce *New deal* en insistant sur des valeurs refondatrices. Pour Brice Teinturier, la priorité doit revenir à la cohésion sociale, qui risque de se déliter. Dans un esprit assez proche, Christophe Barbier voit dans la valeur travail un défi majeur, avec non seulement la baisse du chômage mais aussi l'employabilité. Quant à Pascal Perrineau, une France au travail implique une France en confiance, avec le rétablissement d'un lien serein entre gouvernés et gouvernants. Enfin, l'ouverture du pays au monde et la fin des corporatismes ou des rentes de situation sont, selon Denis MacShane, les premières attentes que le monde libre attend de la France des cinq prochaines années.



## LECTURE/CONVERSATION MICHEL MAFFESOLI



### *La crise*

Des premiers temps de la philosophie chinoise aux écrits d'Albert Camus, l'individu ne peut guérir de ses maux sans définir au préalable les mots et les choses qui en sont les causes. Les difficultés de la crise actuelle provoquent trop souvent une élision sur la réflexion qu'il convient de mener sur les causes et non sur les conséquences des bouleversements. C'est ce que Michel Maffesoli nomme « *la marxisation des esprits* », à savoir la réduction des problèmes des populations à leur seule dimension économique. Ainsi, nous gérons les conséquences dramatiques de la crise sans réfléchir à la fragilité de l'homme face à l'événement. A ce paradigme doit en succéder un autre, qui privilégierait plus globalement l'entièreté de l'être et rappellerait la primauté du spirituel sur le matériel ou le rationnel.

D'où vient cette réduction de l'action humaine au seul niveau économique ? Max Weber explique dans *L'Éthique protestante* qu'à travers le rôle de la prédestination, la société moderne a été fondée sur le travail sur terre, condition *sine qua non* de l'entrée au paradis ou, selon le résultat de notre existence, à l'enfer. Cette éthique va entraîner la création d'une société fondée sur le rationalisme poussé à l'excès. La crise actuelle nous invite ainsi à accepter l'idée que nous avons changé de société, passant de la modernité à la post-modernité.

Ce changement de modèle entre modernité et post-modernité suggère à l'individu d'accepter le présent et d'employer dans son langage et son action des mots capables de relever les défis à venir.

### *Post-modernité, mode d'emploi*

Michel Maffesoli revient sur la réalité qui met l'homme dans une situation d'incertitude et de précarité très forte alors même qu'il dispose d'outils statistiques toujours plus nombreux et soit-disant performants. La cause de ce paradoxe est selon lui due à l'absence de prise de conscience que l'individu ne peut pas tout anticiper pour tout résoudre. La réflexion de Karl Marx symbolise cette automaticité, en écrivant au XIX<sup>ème</sup> siècle que les sociétés ne se posaient que des problèmes dont elles détenaient la solution. La modernité suggère une gestion du *drame*, qui finit par être dominé par l'homme. Mais la post-modernité instaure l'empire du *tragique*, face auquel l'individu et le groupe sont démunis. Cette fragilité doit être acceptée avec humilité, même si naturellement, l'action et la raison de l'homme doivent rester au cœur de notre pensée. Cette distinction entre drame résolu et tragédie acceptée se traduit dans le regard que nous portons vers le futur. La modernité nous pousse à calculer le futur et multiplier les promesses tandis que la post-modernité nous incite au contraire à penser la construction du présent. En bref, la société de demain revient à nous purger de nos certitudes, pour vivre pleinement le présent.

### *Nouveaux maux, nouveaux mots*

Michel Maffesoli met en évidence quelques notions qui doivent irriguer cette post-modernité. Le travail, qui ne peut aujourd'hui réunir selon lui les jeunes générations, devrait être remplacé par les concepts d'imagination, de créativité, de ludique afin, là-encore, de dépasser le seul aspect économique de nos existences. Le travail implique une activité simplement quantitative quand la notion de créativité fait appel à la qualité de l'activité humaine. On peut également poursuivre cette mutation langagière avec la notion de contrat et celle d'alliance : d'une part, le contrat est axé autour de l'idée de contreparties entre intérêts contradictoires ; d'autre part, l'alliance exige un engagement émotionnel bâti sur le sens et l'âme plutôt que sur la raison. Les relations humaines, notamment entre gouvernants et gouvernés, paraît enfin marquée par une verticalité qui incite les premiers à « tirer » les seconds vers le haut et vers un futur que seuls ceux qui détiennent le pouvoir connaissent. La post-modernité se caractérise à l'inverse par une horizontalité, fondée sur le vécu et non plus sur le savoir. La loi des pères est ainsi remplacée par une loi des frères, forgée par une structure d'initiation, à l'inverse de l'éducation ou de la pédagogie mises en avant dans la période moderne. Cette dernière nous conduit vers « *le désenchantement du monde* » mis en avant par Max Weber.

### *La spirale de la pensée*

Il ne s'agit pas pour Michel Maffesoli de remettre en cause les immenses apports de la modernité, qu'il situe à son commencement avec Descartes, qui vantait la pensée rationnelle de la « *forteresse de [son] esprit* ». Les valeurs de la modernité n'ont pas disparu dans un abîme introuvable. Au contraire, nous avons atteint un stade de saturation, qui nous conduit à engager une spirale de la pensée. La pensée du philosophe américain Pitirim Sorokin, tout en plaidant pour la créativité et l'intuition, n'induit pas une élimination définitive des concepts modernes.

La période actuelle nous conduit en réalité vers une synergie entre l'archaïque, au sens de ce qui est fondamental, et des nouvelles technologies, comme on le voit avec Internet et la renaissance de la notion de communauté ou de tribu.

Revenant plus particulièrement sur la notion de groupe, Michel Maffesoli regrette la frilosité des controverses actuelles et de la pensée face à l'affirmation du réflexe communautaire. En

stigmatisant la démarche du communautarisme, les acteurs du débat public négligent les effets positifs pour l'individu de prendre conscience d'un espace au sein duquel il peut trouver sa place, sans forcément s'enfermer ou se détourner des autres. Sur ce sujet, modernité et post-modernité s'opposent jusque dans les idéaux. Hannah Arendt plaidait pour la société moderne avec l'idéal démocratique, auquel nous semblons encore très attachés dans les débats. Mais pour Michel Maffesoli, le modèle post-moderne promeut un idéal communautaire qui, loin de l'utopie et du totalitarisme, place l'homme dans l'expérience du groupe auquel le présent le fait adhérer.

« *Chaque époque rêve la suivante* » écrivait Walter Benjamin. C'est au présent, maintenant, que nous pourrions parvenir à créer une génération nouvelle. Cette dernière doit s'appuyer sur un ensemble de valeurs nouvelles. Nous réussirons à créer cette nouvelle génération, en revenant à cette vision trinaire, entre l'adaptation au présent, la prime à la création plutôt qu'au travail et enfin l'imaginaire au détriment du seul rationalisme usé à l'excès.



## TABLE RONDE SOCIALE



Malgré la différence de genre cinématographique, le succès de la fin de l'année 2011, *Intouchables*, diffuse un écho assez similaire au message qui fut délivré avec *Des Hommes et des dieux* en 2010. Les Français donnent l'impression d'admirer ces héros de la fiction et de la réalité qui, face à l'adversité ou la fatalité, retrouvent un sens et une espérance qu'on croyait disparus. Dans le climat social, cette aspiration se traduit par la montée en puissance de la volonté d'améliorer l'employabilité, de renforcer la solidarité, et de donner un nouveau souffle à notre modèle de société.

### *Surmonter la crise*

Ce modèle de société est avant tout confronté à la rigueur et la conjoncture sociale n'échappe pas aux mutations exigées par la crise. Les experts des Etats de la France s'interrogent : cette dernière est-elle surmontée par le corps social ? Les différents mouvements des « *Indignés* » à travers le monde fournissent des enseignements nouveaux à l'ensemble des observateurs. Pour Philippe Askenazy, la contagion des *Indignados* espagnols ne gagne pas la France en raison de l'amortisseur que représente le système de protection sociale. Si les inégalités ont tendance à augmenter au sein de l'OCDE, la société française résiste plutôt mieux. Par ailleurs, Raymond Soubie, sans vouloir donner l'impression que tout va bien dans le meilleur des mondes, fait observer que le pouvoir d'achat n'a pas reculé en France comme dans les autres Etats membres. L'ampleur de la montée du chômage, contenu par le passé dans les pays anglo-saxons, et la dégradation vertigineuse de certaines économies peuvent expliquer la virulence du mouvement des « *Indignés* ». Par ailleurs, ce dernier s'exporte davantage vers des pays qui ont fait le choix ces dernières années du libéralisme économique, comme au Chili ou en Israël. En revanche, le principal point commun entre la situation de la jeunesse française et les énergies de ces manifestations, qui ne doivent surtout pas être perçues comme un rejet de

la vie démocratique, demeure la précarité et le manque de visibilité des nouvelles générations. Pour Maria Joao Rodriguez, les jeunes « *Indignés* » et plus généralement les jeunes Européens aspirent à une meilleure employabilité ainsi qu'à une économie à la fois plus inventive et redéfinie autour de leur identité.

Selon les experts, les « *Indignés* » peuvent avoir confiance dans l'Etat et sont en mesure, comme l'opinion plus généralement, d'accepter la nécessité de plans de rigueur. Cette lucidité au sein de la population implique néanmoins deux conditions aux yeux de Raymond Soubie. En tout premier lieu, la justice sociale doit être l'un des marqueurs de toute réforme structurelle et de chaque plan d'assainissement. Les Français seraient ainsi prêts à consentir des efforts, mais ces derniers devront être équitablement répartis. En second lieu, les décideurs ne doivent pas perdre de vue la notion d'exemplarité. Cette exigence dans l'action publique ne date pas d'hier puisque l'empereur Auguste demandait aux sénateurs romains de se vêtir d'épais manteaux de laine afin de vivre dans les mêmes conditions que la plèbe.

### *Le modèle social*

Est-ce en raison de la tournure que prend la crise ou bien a-t-on déjà trop attendu ? Le modèle social français est régulièrement voué, dans les discours de nombreux responsables publics, à être réformé, réinventé, voire allégé. Philippe Askenazy prend le contrepied de cette tendance et va jusqu'à recommander de faire une pause dans les réformes et les corrections de notre système. Ce dernier a fait la preuve de son efficacité et de son utilité à l'heure de la crise financière de 2008. En Belgique, l'absence de Gouvernement a été compensée selon lui durant cette période par le fonctionnement d'un modèle certes coûteux mais pertinent, pour faire face aux difficultés. Maria Joao Rodriguez ne partage pas ce point de vue. Si nous ne devons pas négliger les atouts importants du système français, il est essentiel de s'adapter au vieillissement de la population, dont les conséquences sont nombreuses, notamment pour l'équilibre des comptes sociaux. Par ailleurs, l'insertion professionnelle des jeunes doit être revue et placée en tête des priorités des politiques sociales. Forte de son expérience européenne, Maria Joao Rodriguez estime également que nous ne pourrions pas faire l'impasse sur la réforme du système social, en raison du rééquilibrage des finances publiques et de la nécessaire convergence des différents modèles à travers la zone euro. Cette harmonisation ne devra cependant pas se transformer en alignement vers le bas des standards français.

Raymond Soubie reste profondément attaché au logiciel français, qui permet non seulement d'assurer la justice sociale mais aussi de rendre l'économie hexagonale attractive, avec en particulier la qualité du système de santé. Ce modèle ne doit pas être remis en cause car il produit des effets de sauvetage et de protection dans les temps de crise comme ceux nous vivons actuellement.

Cependant, le vieillissement de la population pose un véritable problème de financement auquel il faut trouver des solutions si nous voulons préserver cette identité sociale. Dans ce but, des réformes sont, selon Raymond Soubie, incontournables. Au cœur des défis que doit relever notre modèle social figurent principalement la garantie d'une pension décente à l'ensemble des retraités, la révision de notre politique familiale et la pérennisation de l'accès à la santé pour le plus grand nombre.

### *La démocratie sociale*

La conduite de ces réformes suppose une implication constructive des partenaires sociaux, de façon à rassembler la majorité des forces vives du pays. Actuellement, et en raison de la

préparation de la prochaine campagne présidentielle, le climat social n'est pas véritablement propice à l'animation du débat entre partenaires sociaux. Pour Philippe Askenazy, le Medef n'est pas en mesure d'émettre des propositions constructives, l'entreprise et le marché ayant joué un rôle certain dans le déclenchement de la crise. La voix des syndicats est quant à elle couverte par celle des dirigeants politiques, qui font le choix de débattre des normes sociales et environnementales dans des espaces de gouvernance dont les centrales sont exclues (G20, G8...). Raymond Soubie adhère au constat sur la conjoncture éminemment politique des prochains mois, qui rend l'expression syndicale assez délicate, mais considère que les syndicats et le patronat sont tout de même assez proches des chefs d'Etat, comme le montrent les différents sommets de Cannes (G20, B20 des chefs d'entreprise et L20 des travailleurs).

L'ancien conseiller social de Nicolas Sarkozy rappelle que les syndicats exercent deux missions, avec d'un côté l'organisation – et la canalisation – de la contestation sociale au sein des entreprises ou du pays, et de l'autre côté la proposition, qui reste la dimension de leur action qui suscite le plus d'attente. Les organisations syndicales sont souvent à l'origine de mesures et d'accords qui améliorent la vie des salariés. Cependant, l'ensemble des partenaires sociaux souffre d'un manque de légitimité. Contrairement à la France, l'Allemagne a su renforcer la compétitivité de son économie en mettant en place des pactes de compétitivité fondés sur la durée du travail, l'emploi et le salaire. Le taux de chômage a sensiblement baissé et l'activité a été considérablement relancée. La négociation, notamment au sein de l'entreprise, est donc indispensable pour faire évoluer le modèle social vers la compétitivité tout en préservant sa pérennité.

### *La représentativité syndicale*

Ce retard français implique donc de franchir des étapes nouvelles dans le prochain quinquennat, en faveur de la démocratie sociale. La loi sur la démocratie sociale de 2008 a permis de corriger le principe de présomption irréfragable qui prévalait depuis les années 1960, en insérant une véritable assise démocratique dans la légitimité des syndicats. Cette loi constitue aux yeux de Raymond Soubie une vraie chance pour la négociation dans l'entreprise, même s'il faut reconnaître la présence, et parfois l'absence, des organisations pour défendre le salarié. Philippe Askenazy souligne ainsi la difficulté pour de nombreux employés d'afficher leur orientation syndicale. Dans de nombreuses entreprises, certaines discriminations syndicales persistent et entravent le développement d'une réelle représentativité. Les jeunes générations semblent également assez éloignées de cette question, de la même manière qu'elles se sont écartées de l'engagement partisan sur le plan politique. Pour les jeunes, la syndicalisation passe bien souvent après l'objectif de sortie du précaire et de stabilisation au sein du monde du travail. Pour Philippe Askenazy, une véritable police du travail doit accentuer la pression sur les chefs d'entreprise afin de mettre fin aux blocages. Parallèlement à des mécanismes de coercition, le sociologue évoque la création de nouveaux espaces territoriaux afin de stimuler le débat sur le contenu, la rémunération et la durée du travail. Le prochain quinquennat devra également être l'occasion de moderniser l'assises des représentants des employeurs, notamment dans les petites et moyennes entreprises.

Raymond Soubie développe quant à lui des idées issues de différentes comparaisons internationales.

Dans les pays nordiques, la pression des syndicats sur le Gouvernement repose avant tout sur une légitimité démocratique très élevée. Cette dernière permet aux partenaires sociaux d'éviter le déclenchement de conflits sociaux, à tel point qu'en Suède aucun type de service minimum n'a été envisagé ou même mis en œuvre. L'adhésion au syndicat est un réflexe pour de très nombreux salariés, ce qui est très peu le cas en France. Cette appartenance est fondée

sur les services que va procurer l'organisation à son adhérent. En France, l'adhésion est mue avant tout par des convictions acquises en général à travers l'expérience du travail. Peut-être faudrait-il revoir ce type d'adhésion, en allant vers un engagement d'intérêt et non plus un engagement de conviction. Cette évolution aurait le mérite d'élargir les rangs des organisations syndicales tout en insérant de nouvelles idées ou aspirations au sein de la démocratie sociale.

### *Le rapport au travail*

Il convient de s'interroger sur le rapport qu'entretiennent les Français avec leur travail. Pour Philippe Askenazy, les relations humaines ont changé depuis le début des années 2000. Après une longue période durant laquelle le fait d'être employé primait sur le contenu et la qualité du travail, l'apparition des notions de harcèlement moral ou sexuel, de suicides ou de risques psychosociaux a sensiblement modifié le regard des salariés sur leur emploi. Le message de cette réalité nouvelle est simple : les jeunes aspirent à un travail plus épanouissant et moins pénible. De la même manière, selon Philippe Askenazy, les nouvelles générations goûtent peu les discours managériaux actuels et expriment plus simplement le souhait d'avoir un emploi qui corresponde réellement à une formation, et qui n'annihile ni la créativité ni l'autonomie.

Pour Raymond Soubie, la communauté de l'entreprise est en effet traversée par une contradiction très forte : si les salariés sont globalement attachés au poste qu'ils occupent, ils n'en expriment pas moins des doutes à l'égard de l'exemplarité des dirigeants et du discours de l'employeur. Ce déséquilibre et cette absence de confiance verticale entraînent un vrai problème d'*affectio societatis*, qui menace à terme non seulement le salarié mais aussi l'entreprise.

Les mots de conclusion pourraient revenir à Maria Joao Rodriguez : le travail peut et doit selon elle être compris comme une expérience à la fois exigeante et créative, comme une source d'initiative et de compréhension du monde. Cette dimension n'est pas assez perçue par les jeunes générations et il reste encore beaucoup à faire pour moderniser la relation de l'individu à l'emploi. Au prochain quinquennat et aux décideurs qui auront été choisis de poursuivre cet objectif stratégique pour l'entreprise et la société.





## Entretien avec François Chérèque



Depuis qu'il est secrétaire général de la CFDT, François Chérèque a eu l'occasion à de nombreuses reprises d'incarner ces deux missions du syndicalisme que sont la contestation et la proposition. Bien souvent, l'unité du front syndical s'est trouvée affaiblie dans certaines négociations majeures, en raison de l'attitude de la CFDT, jugée naïve par les uns et constructive par les autres.

François Chérèque justifie cette ligne en expliquant tout d'abord sa vision de la France dans le monde global.

### *Le défi de la mondialisation, la nécessité des réformes*

Nous sommes confrontés, selon lui, à deux enjeux qui sont très largement liés à l'interdépendance entre les économies nationales, qu'il serait vain de vouloir détruire, et face à laquelle nous devons plutôt trouver des réponses socialement plus justes. Le premier enjeu réside avant tout dans l'avenir des standards sociaux européens, qui sont mis à l'épreuve d'une concurrence mondiale extrêmement rude alors même qu'ils ne pourront pas être étendus à l'échelle des presque 7 milliards d'humains qui nous entourent. Le second enjeu relève cette fois de la refondation du système capitaliste, dont la crise économique a montré les très graves dérives. Ces défis doivent être relevés tant par les responsables politiques que par les partenaires sociaux, afin que des réponses internationales soient apportées à des problèmes, par essence, internationaux. Pour François Chérèque, l'échelle des réformes est européenne et c'est la raison pour laquelle il milite ardemment pour une intégration communautaire plus forte, en s'appuyant sur l'héritage de Jacques Delors. Malgré les doutes et les interrogations sur la dimension sociale de la construction européenne, il faut croire en

l'Europe et dans la mondialisation, qui peuvent aussi induire des effets particulièrement positifs pour les entreprises françaises. François Chérèque rappelle ainsi que de très nombreux salariés du secteur industriel sont conscients du rôle joué par les commandes internationales en faveur du maintien de leur emploi, sur le sol national. En revanche, des réponses plus fortes s'imposent face aux délocalisations. Sur ce point, la France devrait par exemple être plus ferme à l'égard de certains de ses partenaires européens, qui ne mènent pas de réformes sociales en faveur des salariés et pratiquent le dumping social. Des règles plus justes doivent donc émerger pour permettre à l'emploi européen d'être mieux protégé.

Naturellement, le poids et l'évolution du modèle social impliquent des réformes structurelles et parfois même systémiques. Sur les retraites, François Chérèque tient à préciser la position de son organisation : cette dernière s'est opposée à la réforme de 2010, qu'elle jugeait injuste, notamment sur le plan de la durée de cotisation, mais estime depuis longtemps qu'un changement de système est à la fois inéluctable et souhaitable. Ainsi, la CFDT prône un nouveau logiciel plus proche des pays nordiques, en écartant progressivement les annuités au profit du point ou des comptes notionnels. Il ne s'agit donc pas de refuser les réformes de structure mais plutôt de les adapter à l'impératif de justice sociale, qui doit prévaloir même dans la compétition économique actuelle.

### *Le dialogue social*

Pour François Chérèque, ces réformes ne pourront être acceptées par les Français qu'au prix d'un dialogue social régulier. C'est dans l'intérêt de chaque partie, gouvernants et syndicats, de mener des discussions sur les conditions de travail. La création d'un fonds social d'investissement, proposée par la CFDT et reprise par Nicolas Sarkozy, en est une preuve solide. L'organisation d'un sommet social à la rentrée 2012 est donc d'autant mieux accueillie par François Chérèque, qui avait personnellement réclamé la tenue d'une telle négociation dès le 17 août dernier, en la justifiant par l'aggravation de la crise des dettes souveraines. Il défend ainsi l'idée d'un syndicalisme à l'offensive sur les propositions et impliqué dans le débat public. Sans choisir aucun candidat à la prochaine élection présidentielle, la CFDT a adopté un slogan assez éloquent – *ni neutres, ni partisans* – et prendra part aux discussions de la campagne, en formulant des contributions sur l'employabilité, la fiscalité ou le financement de la protection sociale.

Certaines questions méritent également d'être pensées sur le long terme et gagneraient à être traitées à travers un dialogue social plus fort. François Chérèque cite ainsi l'exemple de la durée du temps de travail, que les dirigeants politiques ne semblent pas avoir soldé, alors même que l'Allemagne a réussi à moduler le temps de travail à la suite de négociations dépassionnées. Aujourd'hui, la France dépense 4 milliards d'euros par an pour inciter les salariés à effectuer des heures supplémentaires et le rendement de ce dispositif apparaît plus qu'insuffisant. Voilà donc un sujet pour lequel la démocratie sociale pourrait être renforcée, à l'échelle de l'entreprise comme au niveau national.

Naturellement, nous devons aller plus loin dans la légitimité du monde syndical, qui ne parvient pas à attirer la majorité des salariés français. Cependant, certains progrès liés à la représentativité dans la législation actuelle, notamment le principe de l'accord majoritaire, ont permis de trouver des points de convergence assez largement acceptés par les partenaires sociaux. Ce fut ainsi le cas dernièrement sur les questions de la rupture conventionnelle, de la formation professionnelle ou encore de l'assurance chômage.

Dans un contexte de crise majeure et devant l'impérieuse nécessité de réinventer le

capitalisme, les partenaires sociaux doivent prendre leurs responsabilités, en assurant un rôle de pionnier : pionnier dans les débats, en élaborant des propositions pour garantir un emploi stable ; pionnier aussi et surtout dans les négociations, en les anticipant à travers un dialogue social plus serein et toujours transparent. C'est en incarnant cette vision parfois trop peu répandue en France que les syndicats pourront asseoir davantage leur légitimité et renforcer ainsi la démocratie sociale.



## TABLE RONDE INTERNATIONALE



Le monde change. Ici, la fin des dictatures que l'on croyait pourtant solidement accrochées ; là, les conséquences politiques d'une crise économique et l'effritement de certaines puissances considérées jusqu'ici comme hégémoniques ; et plus que jamais, l'interdépendance des zones géographiques et des conjonctures de tous ordres. Pour Thierry de Montbrial, ce phénomène d'interdépendance et de mutualisation des risques change d'importance et demeure toujours très prégnant dans les relations internationales. Le niveau des menaces et leur impact sont inédits, dans la mesure où certains incidents économiques peuvent entraîner de véritables catastrophes politiques. L'exemple tunisien est ainsi particulièrement éloquent : qui aurait pu prévoir en effet qu'un individu économiquement exclu s'immole par le feu dans une ville tunisienne, et soit capable d'entraîner après seulement quelques semaines l'effondrement politique du régime de Ben Ali ? Le monde est donc marqué par le syndrome du battement d'ailes de papillon, dont il est d'autant plus délicat de prévoir les suites en raison du tâtonnement de la gouvernance mondiale.

### *L'Occident en crise*

L'Europe et les Etats-Unis vivent dans une situation de crise depuis 2008. De l'effondrement de l'économie US à la crise des dettes souveraines au sein de la zone euro, la famille occidentale vit de façon certaine une phase très difficile de son histoire, dans laquelle sa domination est très clairement remise en cause.

Élu en 2008 en pleine crise financière et après l'intervention en Irak, Barack Obama est le président qui doit négocier et surmonter la fin de la domination de l'hyperpuissance américaine. Les élites américaines découvrent un monde nouveau, dans lequel les Etats-Unis sont bel et bien sur le point de rentrer dans le rang, selon Thierry de Montbrial. Le souci apporté par l'administration américaine à sa balance commerciale illustre à lui seul la situation inédite dans laquelle se trouve la première économie du monde. Cette morosité se traduit politiquement par un clivage de plus en plus fort, comme le montrent à la fois les divisions au sein du Congrès et les primaires républicaines. D'une part, les désaccords entre l'exécutif démocrate et les sénateurs républicains sont toujours extrêmement vifs, tout particulièrement sur la question des finances publiques. D'autre part, la montée en puissance du *Tea Party* et l'émergence d'un populisme encore peu démonstratif jusqu'à présent caractérisent le climat de tension dans lequel se trouve la démocratie américaine, qui fait pourtant figure de modèle de consensus. La peur du déclin ainsi que la persistance de difficultés économiques et sociales ne placent pas l'Amérique dans une situation sereine, alors

qu'elle aborde en 2012 une période électorale décisive.

L'Europe est également touchée par la peur du déclin et de la relégation. Le monde entier observe et espère le dénouement de la crise de la zone euro. Si cette dernière venait à imploser, des déséquilibres immenses et difficilement prévisibles pourraient en découler. Quelles sont les solutions au problème des dettes souveraines ? Au fil des derniers sommets européens, chacun a pu noter l'étroitesse des marges de manœuvre. La survie de l'euro exige des efforts et un rapprochement rapide entre la France et l'Allemagne. Si elle semble aujourd'hui indispensable, Ulrike Guerot estime que cette convergence est encore loin d'aboutir. Premièrement, la France n'a pas mené les réformes de structure sur lesquelles elle s'engage pourtant depuis de nombreuses années et les pays du sud de l'Europe marquent un retard toujours important en terme de discipline budgétaire par rapport à la rigueur allemande. Deuxièmement, l'Allemagne ne peut supporter à elle seule, avec ou sans les *eurobonds*, le poids des dettes qui subissent le feu des spéculations sur les marchés financiers. Enfin et troisièmement, les rancœurs populistes et la montée d'un ressentiment à l'égard de l'Allemagne compliquent l'émergence d'un accord et rendent le climat des négociations entre Etats particulièrement délétère.

L'Allemagne n'est pas en reste. Pour Thierry de Montbrial et Ulrike Guerot, Angela Merkel manque d'engagement par rapport à l'ampleur de la crise. Le Gouvernement allemand devrait prendre garde à ne pas suivre à l'excès les réflexes de son opinion et de sa majorité, dont l'hostilité à la mutualisation des dettes pourrait être très préjudiciable aux intérêts allemands.

Si aucun accord entre Paris et Berlin n'est trouvé, c'est toute la zone euro mais aussi l'Union européenne qui peuvent s'effondrer. Thierry de Montbrial n'exclut pas la résurgence ou le retour de conflits armés, y compris sur le sol européen. Cette menace empêche naturellement la poursuite de la construction d'une diplomatie européenne. Cette dernière est aussi entravée, selon Ulrike Guerot, par une tendance présente en Europe en général, et en Allemagne en particulier, consistant à faire primer l'économie sur le politique dans la politique internationale.

Le déclin de l'Amérique et le recul de l'Europe annoncent-elles le triomphe de la Chine populaire ? Si la puissance chinoise s'affirme sur nombreux plans, Thierry de Montbrial insiste sur la subtilité de la diplomatie de Beijing. Cette dernière ne souhaite tout d'abord pas incarner un *leadership* à l'égard du monde, bien qu'elle vise très clairement la domination régionale et la sécurisation de ses atouts stratégiques. L'orgueil national chinois ne doit en effet pas forcément être compris comme une tentation de dominer le monde. Et quand bien même en éprouverait-elle la volonté, la Chine ne dispose pas des moyens pour incarner cette hyperpuissance. Paraphrasant le Général de Gaulle, Thierry de Montbrial estime que pour être un *leader*, il faut être entouré de *followers*. Le Gouvernement chinois n'a d'ailleurs pas construit de diplomatie mondiale, comme l'a décrit il y a quelques années Henry Kissinger.

### *Printemps arabe, suite*

Le monde arabe se trouve dans une situation particulière : d'une part, nous assistons au plus grand transfert de richesses depuis les premiers temps de l'histoire d'une partie du globe à l'autre, c'est à dire entre l'Occident et la sphère arabo-musulmane ; d'autre part, cette dernière traverse une crise interne dont les conséquences peuvent s'avérer redoutables pour l'équilibre du monde.

Naturellement, la chute des régimes autoritaires ou totalitaires bouleverse l'Orient, qui avait jusqu'ici échappé à la propagation de la démocratie issue de la chute du communisme. Cette

évolution a été retardée par la volonté de stabiliser une zone éminemment stratégique pour les économies occidentales et de lutter en priorité contre le terrorisme islamiste. On peut aisément distinguer un exemple de cette stratégie de maintien des équilibres, avec la récente intervention militaire saoudienne à Bahreïn, afin de réprimer le mouvement de protestation contre le régime en place. Ne souhaitant pas voir ce royaume basculer dans l'aire d'influence iranienne et chiïte, l'Arabie saoudite a en effet mis fin à cette contestation, dans l'indifférence quasi-générale de la communauté internationale. Malgré son progrès spectaculaire, la démocratisation du Moyen-Orient est ainsi entravée par les risques qu'elle peut impliquer pour l'équilibre de la région.

Plusieurs menaces d'importance ont en effet vu le jour. Premièrement, il faut se préparer à la montée en puissance des mouvements islamistes, qu'ils soient modérés, institutionnalisés ou bien salafistes. En Tunisie, le mouvement *Ennahda* semble s'inspirer de l'expérience de l'AKP turque. Ce parti aujourd'hui au pouvoir à Ankara s'est développé en s'insérant dans le processus démocratique. A l'heure actuelle, l'islamisme modéré domine cette puissance régionale historiquement laïque, qui compte à la fois sur le plan économique et sur le plan politique, en étant un facteur de stabilité au Moyen-Orient. L'exemple turc pourrait bien faire des émules dans le monde arabo-musulman. Il faudra cependant suivre les autres partis politiques islamistes, dont la base électorale est plus populaire et plus virulente.

Il convient en outre de suivre la progression des révolutions arabes, au premier rang desquelles se trouve le mouvement syrien contre le régime de Bachar El Assad. Ce dernier peut se maintenir encore durant quelques temps pour des raisons à la fois intérieures et régionales. En effet, la bourgeoisie commerçante et les classes moyennes supérieures à Damas et à Alep craignent l'éclatement d'une guerre civile si le régime s'effondre et les militaires, contrairement à la Tunisie ou à l'Égypte, restent encore majoritairement fidèles au Président actuel à cause des origines alaouites que partagent les officiers de l'armée et l'exécutif syrien. Sur le plan international, la situation géographique de ce pays pourrait entraîner une déstabilisation de toute la zone moyen-orientale, avec en toile de fond la sécurité d'Israël, la question kurde, l'Irak, l'influence de la Turquie et du régime iranien, qui est en difficulté sur le plan intérieur. Les Saoudiens surveillent également de près les événements en Syrie et entendent défendre leurs intérêts stratégiques dans le dénouement de ce nœud gordien, qui voit s'opposer finalement deux issues : d'une part, le maintien d'un régime autoritaire et sanguinaire pourtant acculé par le sens de l'histoire et les révolutions démocratiques ; d'autre part, l'instauration de la démocratie par le peuple et le saut dans l'inconnu avec les risques majeurs induits pour la paix au Moyen-Orient.

### *Une situation économique préoccupante*

Parallèlement aux questions politiques, les enjeux économiques sont immenses pour les pays arabes. Le Koweït, malgré les profits records issus de la manne pétrolière, souffre des divisions au sein de la dynastie régnante, qui elle-même est contestée par l'opinion. Cette situation empêche ainsi le développement de ce pays, qui reste encore marqué par des infrastructures en état d'obsolescence. Hier engagés dans le rayonnement et l'influence de la péninsule arabe, les Emirats arabes unis (E.A.U.) se sont repliés vers des politiques de court terme et sans vision. En Arabie saoudite, la paix sociale est purement et simplement achetée par la famille du roi Abdallah à coups de centaines de milliards de dollars. Selon Gilles Kepel, nous assistons au raidissement des pays du Golfe à l'égard de la conjoncture politique mais aussi économique du monde arabo-musulman. Ce contexte est particulièrement préoccupant pour l'Égypte, qui doit s'acquitter d'une dette galopante. Cette dernière atteint en effet un niveau tel que d'ici à quelques mois, le coût des importations pourrait bien ne plus être

assumé. Par ailleurs, l'affaiblissement de l'Amérique et de l'Europe ne fait qu'aggraver l'inquiétude et la perplexité des dirigeants arabes face à cette évolution économique.

### *La diplomatie française à l'épreuve de la présidentielle*

Malgré son intensité, la multiplication des crises et des risques qui pèsent sur les relations internationales ne devrait pas avoir d'impact sur le débat public des prochains mois. Thierry de Montbrial estime qu'au regard des précédentes élections, la politique étrangère joue un rôle quasiment résiduel dans la campagne. Le prochain scrutin ne devrait pas déroger à cette tradition, même si la crise de l'euro peut être rapidement associée aux thèmes économiques et sociaux. Cette marginalisation des questions internationales est avant tout due à la faiblesse des marges de manœuvres dont dispose un président pour ajuster ou changer de politique étrangère. Pour le président de l'Ifri, les forces de rappel sont nombreuses et efficaces pour inciter le nouveau chef de l'Etat, malgré ses promesses et au-delà de ses tropismes personnels, à suivre le cap fixé par la diplomatie au début de la Vème république. Valéry Giscard d'Estaing, François Mitterrand et Nicolas Sarkozy en ont fourni un exemple assez saisissant au début de leurs mandats respectifs.

Gilles Kepel rejoint Thierry de Montbrial mais ajoute qu'à différents degrés, la politique étrangère de la France s'invite dans la vie politique nationale. Du financement des partis politiques à la politique d'immigration, la relation que la France entretient avec son aire d'influence refait souvent surface dans le climat intérieur. Par ailleurs, les liens entre Paris et ses anciennes colonies pourraient vivre un changement de nature, avec la perspective probable de l'assouplissement de la notion de frontière. Ainsi, 10 députés vivant en France ont été élus dans la toute récente Assemblée constituante tunisienne.

Devant l'instabilité du monde et l'impact insoupçonné de l'interdépendance, la conjoncture internationale devrait à n'en pas douter être suivie avec une attention et une acuité renforcées par le prochain Gouvernement.



## TABLE RONDE FINALE : « LA FRANCE EN 2017 »



L'année 2012 sera éminemment politique et verra s'affronter plusieurs projets. Les États de la France ont donc souhaité comprendre ces différents projets et ces visions qui se font jour dans le débat public, à travers la voix de jeunes acteurs du monde intellectuel, économique et politique, et autour d'une question simple : à quelle France pouvons-nous rêver pour 2017 ?

### *Refondation démocratique*

Engagée dans la promotion de l'Europe, développant un sens aigu et original de la démocratie, la psychanalyste Cynthia Fleury imagine le pays dans un avenir international et en particulier européen, fondé sur des vertus cardinales qui lui paraissent trop souvent écartées encore aujourd'hui. Le fonctionnement de l'Europe ne pourra plus selon elle être régi par la méthode dite Monnet. A l'inverse, il est temps aujourd'hui d'aller vers une prise du pouvoir des institutions européennes par le peuple qu'elles sont censées représenter. Au sein du parlement national, Cynthia Fleury plaide pour une plus grande ouverture au monde, en insérant une dose de députés internationaux, garantissant ainsi l'engagement des citoyens dans la gouvernance mondiale. Sur certains sujets transfrontaliers tels que les normes sociales et environnementales ou l'immigration, ces parlementaires piloteraient les décisions de la représentation nationale. Enfin, et toujours dans un esprit de reprise en main du *demos* par rapport à la *doxa*, la vie publique doit gagner en déontologie. La corruption et l'irrégularité de certaines pratiques au sein de la classe politique ont atteint un tel seuil de gravité qu'il est désormais temps de replacer le citoyen au cœur du jeu, afin qu'il impose aux responsables politiques d'agir en phase avec la démocratie et l'intérêt des peuples.

### *Refondation économique*

Créateur d'entreprise, converti très tôt aux nouvelles technologies, Denis Payre incarne quant à lui une partie des jeunes dirigeants qui, ne supportant plus le décalage entre la vitalité de leur activité économique et la pression fiscale, ont quitté la France pendant quelques années. Il insiste ainsi sur l'impérieuse nécessité de réconcilier les talents de l'économie avec les cadres réglementaires et fiscaux. La France rêvée demeure selon lui une France qui sort du cauchemar des déficits publics abyssaux. C'est ici que devrait se situer la première priorité des gouvernants. Dans ce but, l'augmentation des prélèvements obligatoires, déjà très élevés, ou la coupe généralisée dans les dépenses sociales, qui sont bien souvent un appui essentiel aux plus modestes, doivent être écartées au profit de solutions innovantes. Pourquoi ne pas réaliser un inventaire des gains de productivité au sein des services publics ? La comparaison entre la France et l'Allemagne est ainsi très pertinente dans le domaine de l'enseignement



supérieur : les frais de scolarité par étudiant sont ainsi 4 fois moins élevés outre-rhin, sans que l'on puisse admettre que l'université française soit beaucoup plus performante que son homologue allemand. Si l'on mène en outre un *benchmark* au niveau des services assurés par le secteur privé, on observe très clairement que l'on peut allier performance et tarifs mesurés, en réduisant les coûts de gestion et les redondances. C'est le cas dans le domaine de la petite enfance et de l'hôpital privé.

### *Refondation sociale*

Pour Olivier Ferrand, la France de 2017 doit ressembler à sa jeunesse et rompre avec les politiques sociales qui donnent la priorité aux générations d'hier et d'aujourd'hui. Président de la fondation Terra Nova, engagé aux côtés du Parti socialiste et importateur du concept de primaires ouvertes, Olivier Ferrand souhaite en effet placer la question de la jeunesse et du lien avec les générations qui la précèdent au cœur des enjeux du prochain quinquennat.

Depuis trente ans, la France vit dans le marasme d'une crise lente dont les conséquences sont désormais connues, avec un chômage élevé, une croissance molle et un délitement de la cohésion sociale. Or ce sont les nouvelles générations qui paieront le prix de cette situation, à laquelle s'ajoute bien sûr la dette sociale de nos aînés. Concrètement, les jeunes sont dès aujourd'hui confrontés à la pauvreté, puisqu'actuellement 22% des jeunes courent le risque de tomber dans la pauvreté, alors que ce mal frappe 10% de la société toutes catégories d'âge confondues. A cette pauvreté s'ajoute le précarité, dans lequel entre l'écrasante majorité des jeunes, après les études. 80% d'entre eux accumulent en effet stages, périodes de chômage et contrats à durée – extrêmement – déterminée. L'insertion professionnelle des jeunes prend des années, en raison notamment de contrats ou de salaires limités. Le maintien des *insiders* au sein de l'entreprise et la préservation de leur place expliquent en grande partie aux yeux d'Olivier Ferrand le blocage des entrants, des *outsiders*. Cette situation de précarité fragilise les jeunes les plus modestes qui sont là-encore victimes d'une discrimination à l'égard des générations plus âgées. Selon le président de la fondation Terra Nova, un bénéficiaire des minima sociaux recevra 708 euros s'il est retraité, 466 euros s'il est actif, et zéro euros entre 18 et 25 ans. Cette situation n'est plus supportable pour la cohésion sociale du pays, et la France doit tout simplement inverser la tendance en faveur des actifs jeunes ou futurs.

Denis Payre partage en grande partie le rêve d'Olivier Ferrand et va même jusqu'à le relier à la France à laquelle il aspire. L'assouplissement du droit du travail et des règles qui le sous-tendent constitue le véritable facteur du développement et de l'épanouissement des jeunes dans l'entreprise. Il ne s'agit pas selon lui de faire disparaître les garanties sociales de base auxquelles tout salarié a droit mais de trouver un juste milieu. Entre la quinzaine de kilogrammes du code de travail français et les 19 pages de son homologue suisse, n'y a-t-il pas de place pour un équilibre sain à la fois pour les employés et les entreprises ?

### *Refondation sociétale*

Avocat, essayiste et homme d'entreprise, Mathieu Laine incarne une pensée libérale et originale. Dans son rêve, la France de 2017 se situe au cœur d'un ordre spontané, qui a dépassé l'ordre naturel et l'ordre artificiel. Si les limites de la loi du plus fort ont disqualifié l'ordre naturel, l'ordre artificiel doit quant à lui céder rapidement la place à l'individu plutôt qu'au Gouvernement. Ce dernier, appuyé par la légitimité du vote démocratique, souhaite édicter des règles qui nuisent finalement à l'épanouissement et à l'activité des hommes initialement libres. Pour Mathieu Laine, il est donc plus que temps de substituer à cette illusion constructiviste un modèle qui naît tout simplement de l'action des uns et des autres.

Porté par Cicéron, Saint Thomas d'Aquin et repris par l'école autrichienne avec Hayek, cet ordre implique une plus grande place pour la liberté.

Olivier Ferrand diverge très nettement du modèle prôné par Mathieu Laine. Pour ce dernier, l'ordre spontané existe déjà avec la mondialisation actuelle et les risques immenses qu'elle induit sur le plan social, sanitaire et environnemental. L'ordre du monde ne peut seulement être régi par les bonnes volontés et le laissez-faire, car le prix serait bien trop élevé pour l'homme, dont la présence sur terre pourrait être remise en cause. Conscient de la nécessité d'insérer de la réalité dans le rêve qu'il a poussé plus haut, Mathieu Laine jette un regard pourtant très différent sur le monde global et les déséquilibres économiques qui le caractérisent depuis quelques années. La crise que nous vivons en effet depuis 2010 sur le plan des dettes publiques n'est pas selon lui une crise de la dérégulation mais plutôt une crise de l'Etat, qui est intervenu beaucoup trop souvent dans l'économie au fil des dernières décennies et à travers des politiques de relance keynésienne inadéquates.

### *Nouveau monde, nouvelles élites*

Le mot de la fin revient à Denis Payre, qui rapproche d'une certaine façon les différents intervenants, avec un dernier vœu pour 2017 : faisant le constat que seule une vingtaine des 577 députés qui animent aujourd'hui l'Assemblée nationale sont issus du monde de l'entreprise, il fait le rêve de voir la vie institutionnelle s'ouvrir à de nouveaux profils, afin d'assurer une refondation dans la gouvernance. S'ouvrir au monde qui vient, bousculer les habitudes et les priorités traditionnelles des politiques publiques, reconstruire la confiance envers les élites à travers l'expérience citoyenne, les libertés et l'État de droit...Au-delà des divergences d'idées et d'expériences, la génération des jeunes « quadras » en appelle pour conclure à un retour de l'humain.



## *L'individu, la France et le monde face à la crise*

Ayant assisté à l'ensemble des tables rondes, Frère Samuel note que les derniers échanges des États de la France résument le défi que doit relever le pays dans les prochaines années. Face à l'incertitude des crises et devant notre incapacité à prévoir les conséquences d'événements qui bien souvent nous dépassent, il ne faut pas céder à l'anxiété ou à l'angoisse. La stratégie pour les cinq ans qui viennent pourrait ainsi consister à tout d'abord accepter la part de tragique dans le destin des nations, à prendre ensuite conscience de nos fragilités et, pour finir, à faire converger les atouts que nous détenons, au premier rang desquels on trouve la créativité, l'imagination et l'intelligence de l'individu. Nous ne pouvons enfin perdre de vue la notion de responsabilité, qui nous incite là-encore à nous tourner vers l'autre. En affirmant que « *l'homme est un animal qui ne peut s'en sortir qu'avec autrui,* » Michel Serres trace le chemin que la France et les Français doivent désormais suivre, pour demeurer une société en confiance et un grand pays, ouvert, généreux, présent dans un monde global en perpétuel mouvement.

